

Mardi (matin) 19 janvier 2016

Direction des finances

11 2015.RRGR.528 Motion 165-2015 PEV (Kipfer, Thoune) Après l'EOS, contrôler l'efficacité du travail administratif

N° de l'intervention: 165-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 02.06.2015
Déposée par: PEV (Kipfer, Thoune) (porte-parole)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 1440/2015 du 2 décembre 2015
Direction: FIN

Après l'EOS, contrôler l'efficacité du travail administratif

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Passer en revue les différents processus, les références de qualité et l'efficacité de l'administration afin d'examiner les moyens d'optimiser les coûts.
2. Présenter au Grand Conseil un projet à cet effet.

Développement :

Jusqu'ici, le Conseil-exécutif s'est concentré avant tout sur le contrôle des prestations publiques. Lors de l'EOS 2014, il s'est efforcé d'agir selon ce principe. Dans les interventions déposées jusqu'ici, toute réduction des prestations était liée à une suppression de poste. La question de la cible étant posée, à savoir : Quelles sont les tâches incombant à l'Etat ? Il faut maintenant poser la question des moyens. Le canton doit s'interroger sur la manière dont il entend faire son travail. Dans l'accomplissement de n'importe quelle tâche, il y a une marge d'appréciation quant à l'efficacité, aux ressources, à la qualité etc. Les objectifs de prestations définis dans le budget ménagent une certaine marge quant à la manière. L'objectif étant de réduire les charges de personnel dans l'administration, centrale et décentralisée, il convient maintenant d'examiner les processus et les références de qualité dans les différents domaines. Autrement dit, les collaborateurs et collaboratrices du canton continuent de remplir leurs tâches respectives, mais de manière plus efficace, selon des processus optimaux et conformément aux références de qualité qui répondent aux besoins des destinataires.

Un programme de mise en forme défini pour plusieurs années doit permettre au Conseil-exécutif d'implémenter une philosophie de l'efficacité dans l'administration. La réduction à l'essentiel entraîne la réduction des coûts, l'abandon des critères de qualité qui ne sont pas absolument indispensables entraîne la simplification de l'appareil administratif.

Dans les domaines les plus abscons de l'administration centrale, les auteurs de l'intervention décèlent un potentiel d'économies. Dans différents domaines, l'administration peut fournir des prestations qui répondent aux besoins des citoyens et citoyennes, sans excès de contrôles de gestion et sans bureaucratie.

Par « optimiser les coûts », les auteurs entendent réduire les charges de personnel de quelque 10 pour cent par unité administrative en cinq ans, ce qui signifie quelque deux pour cent par an en moyenne. Il faut procéder sur plusieurs années, et les charges de personnel et les plans de postes inscrits au budget 2016 serviront de référence. Il est impossible de réaliser d'un seul coup la simplification de l'appareil administratif, il faut procéder selon un plan de plusieurs années.

De toute urgence, les ressources du canton doivent être utilisées de manière rationnelle et non pas gaspillées inutilement. La marge financière qui en résultera, et qui s'accompagnera d'un gain d'efficacité, permettra au canton de Berne de continuer de remplir ses tâches pour la prospérité de la collectivité et de tenir ses prestations à la disposition de toutes les couches de la population. Les motionnaires refusent clairement que les gains d'efficacité bénéficient aux seuls cercles privilégiés de la population.

La définition de l'administration centrale et décentralisée se fonde d'une part sur la description à l'adresse www.be.ch/administration et d'autre part sur les critères d'incompatibilité avec les mandats parlementaires au sens de l'article 68, alinéa 1, lettre c.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente intervention charge le Conseil-exécutif, après l'examen des offres et des structures du canton (EOS 2014), de contrôler l'efficacité du travail administratif afin de réduire de 10 pour cent les charges de personnel dans un délai de cinq ans à partir des chiffres du budget de l'année 2016, c'est-à-dire d'ici 2021. L'auteur de la motion prévoit que les économies correspondantes interviennent progressivement au rythme de deux pour cent par an, et qu'elles soient réalisées grâce à des processus plus efficaces et optimaux. Ces mesures concernent tant l'administration centrale que l'administration décentralisée.

Au vu de ces exigences, le Conseil-exécutif tient tout d'abord à préciser quelques points :

- L'état des postes du personnel cantonal (sans la psychiatrie) comptait 10 295 postes à plein temps fin 2014.
- Les charges liées au personnel cantonal s'élèvent à 1360 millions de francs dans le budget 2016 (y compris les allocations d'entretien, indemnités, remboursements de frais, etc.)¹.
- Conformément à la révision de la loi sur le personnel arrêtée par le Grand Conseil en 2013, le budget 2016 et le plan intégré mission-financement de 2017 à 2019 que le Conseil-exécutif a adoptés en août 2015 prévoient une croissance annuelle de la masse salariale de 1,0 pour cent (0,7 % pour les hausses individuelles et 0,3 % pour la progression générale des salaires). Ils mettent en outre à disposition, pour les mesures salariales, 0,8 pour cent de la masse salariale résultant des « gains de rotation » qui sont dégagés par le départ de collaborateurs remplacés par d'autres (plus jeunes) touchant un salaire moins élevé.
- Le Conseil-exécutif part du principe que la présente intervention ne doit pas avoir d'incidence sur la révision de la loi sur le statut du corps enseignant arrêtée par le Grand Conseil et entrée en vigueur le 1^{er} août 2014 (ni sur la modification indirecte au 1^{er} janvier 2015 de la loi sur le personnel liée à cette révision). Sinon, les améliorations procurées par celle-ci en ce qui concerne la progression individuelle des salaires seraient déjà remises en question, ce qui aurait pour conséquences immédiates d'accentuer davantage le retard salarial par rapport à la concurrence et, corollairement, de réduire l'attractivité de l'employeur canton de Berne.
- Ainsi, pour que les mesures salariales restent inchangées (c.-à-d. au niveau prévu dans le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017 à 2019), il faudrait réduire les charges de personnel de l'année 2021 non pas seulement de 10 pour cent, mais de 15 pour cent au total par rapport aux chiffres du budget 2016. Sinon, le personnel subsistant encore à l'issue du « contrôle de l'efficacité du travail administratif » ne pourrait bénéficier pendant cinq ans (de 2017 à 2021) que de mesures salariales correspondant aux gains de rotation non budgétés à hauteur de 0,8 pour cent. (Les mesures salariales financées par les gains de rotation n'entraînent pas d'augmentation des charges de personnel).

Dans ces conditions, une réduction de 15 pour cent des charges de personnel par rapport aux chiffres du budget 2016 signifierait des économies périodiques d'environ 200 millions de francs par an dans le domaine du personnel, à partir de 2021 au plus tard. Autrement dit, avec des coûts annuels de personnel s'élevant en moyenne à 125 000 francs bruts par poste à plein temps (sans les allocations d'entretien, indemnités, remboursements de frais, etc.), il faudrait supprimer au total quelque 1600 postes à temps complet d'ici 2021. La réalisation de la présente motion se traduirait donc, jusqu'en 2021, par une réduction des postes de 15,5 pour cent par rapport à l'état des postes à fin 2014 (sans le corps enseignant et la psychiatrie). D'après l'auteur de la motion, cette diminution des postes devrait être obtenue uniquement par des gains d'efficacité et des optimisations des processus actuels.

Le Conseil-exécutif considère toutefois qu'il est totalement irréaliste d'espérer obtenir des gains d'efficacité à hauteur de 200 millions de francs à partir de 2021 et donc de supprimer quelque

¹ Sans le corps enseignant, qui pourrait dégager des gains d'efficacité tout au plus dans le domaine de l'administration scolaire, mais en aucun cas dans celui des cours qui constitue son cœur de métier, et sans la psychiatrie, qui passera le 1.1.2017 dans le système de subventionnement.

1600 postes à plein temps au sein du personnel cantonal sans réduire les prestations. Il estime pour sa part que le potentiel d'économie résultant des gains d'efficacité est très restreint après les nombreux plans d'allégement des années passées et les augmentations successives de l'efficacité qu'ils ont entraînées, de même qu'avec l'interdiction de créer de nouveaux postes générateurs de coûts qui est en vigueur depuis plusieurs années.

Et cela compte tenu notamment des mesures d'optimisation de ces dernières années, comme: la réorganisation de l'Office de la population et des migrations (regroupement des offices de l'état civil et des centres de documents d'identité), la réorientation de l'Entreprise Forêts domaniales (avec la réduction des postes à plein temps, de 39 à 24), l'amélioration de l'efficacité à l'Office de la circulation routière et de la navigation (avec la réalisation des contrôles de véhicules avec des tablettes), l'optimisation des processus de gestion des ressources humaines à la Direction de l'instruction publique, la réorganisation de l'Office des immeubles et des constructions et celle des inspections des routes, l'optimisation des achats dans l'administration cantonale (projet « OB BE »), la mise en commun des services informatiques de base JCE/JUS/FIN (projet « GGV »), l'harmonisation de la téléphonie (projet « HarmTel ») ou encore la centralisation de l'infrastructure d'impression et de photocopie (projet « BE-Print »).

Parallèlement, des projets d'optimisation sont déjà en cours dans de nombreux domaines où un potentiel a été identifié. Citons par exemple à cet égard le projet « KAWA 2015 » (réorganisation des divisions forestières à l'ECO) ou le projet « DGA » de gestion et d'archivage électroniques. Par ailleurs, d'importants efforts sont déployés pour renforcer l'efficacité et l'efficacité, en particulier dans le domaine informatique avec le projet « IT@BE ». De plus, le Conseil-exécutif se penchera, dans le cadre du projet « ERP » de progiciel de gestion intégré (Enterprise Resource Planning-System), sur des questions d'organisation de l'administration dans le domaine des finances et du personnel qui visent également à renforcer l'efficacité et l'efficacité.

En tout état de cause, le Conseil-exécutif ne comprend pas très bien, en définitive, dans quels « (...) domaines les plus abscons de l'administration centrale » l'auteur de la motion décele un « potentiel d'économies ». Le Conseil-exécutif souligne à cet égard qu'environ 5000 des 10 295 postes à plein temps (personnel cantonal sans le domaine de la psychiatrie) mentionnés plus haut sont des postes en contact direct avec le public (p. ex. dans les domaines de la police, du service forestier, de l'entretien des routes, de l'orientation professionnelle, de l'exécution des peines, etc.). Quelque 2000 autres postes à plein temps sont occupés par des agents cantonaux qui exercent des activités intégrant de nombreux contacts avec le public (p. ex. Intendance des impôts, autorités judiciaires et Ministère public, bureaux du registre foncier, etc.). La suppression de 1600 postes demandée par le motionnaire « (...) dans les domaines les plus abscons de l'administration centrale » devrait par conséquent porter sur les quelque 3000 postes à plein temps restants.

Dans ce contexte, il semble en outre important au Conseil-exécutif que les « prestations qui répondent aux besoins des citoyens et citoyennes », que l'administration peut fournir d'après le motionnaire « sans excès de contrôles de gestion et sans bureaucratie », reposent toutes sur une base légale et ne constituent pas simplement une fin en soi pour l'administration.

Le Conseil-exécutif propose le rejet de la présente motion. La coupe qu'elle impliquerait dans les effectifs irait encore une fois beaucoup plus loin que la suppression de 800 postes à plein temps exigée dans la motion 155-2014 (Schnegg, UDC) « Créer une marge de manœuvre financière pour le canton de Berne », que le Grand Conseil a finalement adoptée sous forme de postulat durant sa session de juin 2015.

De l'avis du Conseil-exécutif, une réduction des effectifs de l'ampleur demandée dans la présente motion ne serait simplement pas possible sans coupe drastique et extrêmement douloureuse dans les tâches et les prestations. De plus, la motion suggère indirectement qu'à l'heure actuelle, les ressources cantonales ne seraient pas employées à bon escient et que le canton les gaspillerait – reproches que le Conseil-exécutif rejette de manière catégorique. Le personnel cantonal fournit quotidiennement d'excellentes prestations à la population du canton de Berne dans un grand nombre de domaines d'activité. En même temps, la population augmente et les exigences posées à l'administration ne cessent de s'accroître en ce qui concerne l'organisation et le déroulement des processus administratifs (p. ex. pour ce qui est des marchés publics, de la sûreté des données et de la protection des informations, des demandes

des citoyens et citoyennes qui revendiquent une exécution plus rapide, par voie électronique, des procédures administratives, etc.).

Dans les domaines où un potentiel d'optimisation est identifié, le Conseil-exécutif s'attache à l'exploiter dans le cadre de projets correspondants, conformément à l'article 101 de la Constitution cantonale. Le Conseil-exécutif juge cette méthode nettement plus appropriée qu'un « contrôle de l'efficacité du travail administratif » global et généralisé, au résultat très incertain, qui solliciterait en outre de nombreuses ressources (en termes de personnel et de finances) et risquerait surtout de susciter des inquiétudes chez le personnel concerné.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

Le président. An dieser Stelle informiere ich Sie darüber, dass Traktandum 16, Postulat Köpfli, ebenfalls zurückgezogen wurde. Die Regierung lehnt die Motion EVP ab. Wir führen eine freie Debatte.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Bisher legten wir bei der kantonalen Arbeitsausführung den Fokus vor allem auf das Was, insbesondere mit der ASP. Wir überprüften Aufgaben und Strukturen und fragten, was der Kanton eigentlich mache. Mit der vorliegenden Motion richten wir das Augenmerk jetzt vor allem auf das Wie der Aufgabenausführung in der Verwaltung. Wir fordern damit eine schlanke, schlagkräftige und fitte Verwaltung. Und dafür dürfen wir uns durchaus sportliche Ziele setzen. Die Antwort der Regierung geht nicht auf das eigentliche Motionsanliegen ein. Deshalb bitte ich Sie, zusammen mit mir den Fokus noch einmal auf die Motionsforderung im Konkreten zu legen. Wie lautet die konkrete Forderung der Motion? Es geht um die Forderung nach einer kostenmässigen Optimierung der Verwaltung. Dazu sollen Arbeitsabläufe überprüft und allenfalls Standards neu gesetzt werden. Insgesamt soll die Effizienz gesteigert werden. Die Motion fordert also, das Augenmerk auf einen Punkt zu richten, der aus unserer Sicht bisher etwas vernachlässigt worden ist.

Ein Antrag auf Annahme und Abschreibung hätte bedeutet, dass das von der Verwaltung bereits so gehandhabt wird. Die Regierung hat es jedoch nicht gewagt, diese Behauptung aufzustellen, was zeigt, dass die Forderung wahrscheinlich nicht so abwegig ist. Der Fokus soll also jetzt vom Was auf das Wie der Aufgabenerfüllung gelegt werden.

Der zweite Teil der Forderung der Motion besteht darin, dass der Regierungsrat ein Projekt erarbeiten soll, ein mehrjähriges Fitnessprogramm, das er dem Grossen Rat vorlegt. Ich bin mir bewusst: Eine solche Verwaltungsoptimierung löst einen längeren Prozess aus. Genau deshalb habe ich in der Begründung das Ganze mit gewissen Zahlen und Ansätzen illustriert und damit eine Stossrichtung vorgegeben. Aber noch einmal: Wir werden hier nur über die konkrete Forderung der Motion abstimmen, den Auftrag also, die Effizienz der Verwaltung zu überprüfen und dem Grossen Rat ein Projekt zur Optimierung vorzulegen.

Dieser Auftrag erscheint mir eigentlich das Natürlichste der Welt. Ich kann Ihnen zwei konkrete Beispiele aus der Wirtschaft geben. Für mich gibt es keine Gründe, warum die Verwaltung von diesen Prozessen ausgenommen sein sollte. Zum ersten Beispiel: Kurz nach meinem Aufgabenantritt als Leiter Hotellerie im Oberländer Spital war ich gefordert, die hauswirtschaftlichen Bereiche, insbesondere die Spitalreinigung, einem «Fitnessprogramm» zu unterziehen, oder diese Aufgaben extern zu vergeben. Dies als Folge der gesteigerten Anforderungen in der Spitalwelt durch sinkende Baserates. Die Konkurrenzfähigkeit mit externen Billiganbietern ohne Unterstellung unter einen vergleichbaren GAV verlangten eine um etwa 10 Prozent günstigere Arbeitsausführung. Wir haben es geschafft, hatten aber nicht 5 Jahre Zeit dafür, sondern nur 1 Jahr.

Das zweite Beispiel: Vor gut einem Jahr waren viele Betriebe mit einer Frankenabwertung von knapp 10 Prozent konfrontiert und sie standen vor der Frage: Was tun, um das Überleben der Firma zu sichern? Fast von einem Tag auf den anderen war Fitness gefragt. Wer es nicht schaffte, im Betrieb die Prozesse noch schlanker und effizienter zu gestalten, wird es nun im Jahresabschluss

merken. Oder wer den Besuch des Fitnesscenters scheut, sieht sich gezwungen auszuwandern – diese Variante ist aber wohl keine Option für die Verwaltung.

Die Regierung versucht mit vielen Beispielen und mit Akrobatik darzulegen, warum die Motionsforderung abzulehnen sei. Ich bitte aber die Regierung, diese Energie in das aufzugleisende Projekt zu stecken. An dieser Stelle ein Wort an diejenigen, die gerne ein Postulat hätten: Hier gibt es nichts mehr zu prüfen, entweder wollen wir Effizienz in der Verwaltung oder wir wollen sie nicht – aber: Wenn der Regierungsrat dem Grossen Rat ein mehrjähriges Projekt vorlegt, kann er dann immer noch aufzeigen, wo die Schwierigkeiten liegen, wo mehr möglich ist und wo weniger. Er kann sogar einen Zielwert und einen Zeitrahmen vorschlagen, von beidem steht nämlich in der Motionsforderung nichts.

Der Grosse Rat, also wir alle, sind dann frei, dazu Stellung zu nehmen und entsprechend die Zielsetzung zu steuern. Ich bitte Sie also zum Schluss, die Motionsforderung, nicht mehr und nicht weniger, zu unterstützen und damit den Handlungsspielraum für den Kanton auszuweiten.

Andrea de Meuron, Thoune (Les Verts). Wer kann schon grundsätzlich gegen eine solche Forderung sein? Auch die grüne Fraktion teilt die Auffassung, wonach nicht allein das Was, sondern auch die Frage, wie etwas erfüllt werden soll, ein die Kosten beeinflussender Faktor ist. Und wer kennt die Situation nicht, wenn man sich darüber ärgert, weil man an einem Schalter warten und zuschauen muss, wie jemand eine Arbeit erledigt, die sicher etwas effizienter erledigt werden könnte. Mir ging es das letzte Mal so, als ich einen Velodiebstahl rapportieren wollte. Doch wo und wie genau Arbeitsabläufe zu optimieren sind, können die betroffenen Mitarbeitenden und ihre Vorgesetzten sehr gut beurteilen, und sie sind im Alltag zum Handeln aufgefordert. Oder man lässt diese Arbeit durch eine externe Beratungsfirma machen, was dann aber seinen Preis hat. Und in diesem Fall bliebe zu hoffen, dass die Ersparnis aus den empfohlenen Massnahmen die Beratungskosten wieder deckt. Nicht gewährleistet wäre zudem, ob die Empfehlungen dann wirklich auch umgesetzt werden. Deshalb haben wir Grünen sehr grosse Vorbehalte, was die wirksame Umsetzung eines solchen Vorstosses anbelangt. Aus unserer Sicht sollte diese Forderung ohne politischen Auftrag möglich sein. Als Unternehmerin weiss ich, dass der Schlüssel für eine gute und somit auch effiziente Mitarbeiterleistung in der wertschätzenden Führung und in einem guten Arbeitsklima liegt. Aber die Verwaltung lässt sich nicht einfach so mit einem privaten Unternehmen vergleichen. Die Verwaltung hat einen anderen Auftrag und ihre Auftraggeber sind übrigens grösstenteils wir hier im Saal. Und so wären wir wieder beim Was. Deshalb appellieren wir an die Verantwortung der Vorgesetzten. Es gehört zu ihren Aufgaben, Arbeitsabläufe und Prozesse regelmässig zu überdenken und nötigenfalls zu optimieren. Deshalb sehen wir Grüne diese Forderung ganz klar als Daueraufgabe. Wir sind also einverstanden mit dem, was dieser Vorstoss erreichen will, nämlich eine effiziente Verwaltung, aber wir sind nicht damit einverstanden, wie das umgesetzt werden soll. Sicher ist der Vorstoss gut gemeint, doch wir alle wissen, dass gut gemeint das Gegenteil von gut ist. Deshalb lehnen wir diese Motion ab.

Adrian Haas, Berne (PLR). Die FDP wird diesen Vorstoss unterstützen. Sie alle wissen es: In den vergangenen zehn Jahren ist die Verwaltung stark gewachsen. Wir hatten immer wieder den Grundsatz: weniger Leute, dafür eine anständige Entlohnung. Zudem ist es notwendig einen Handlungsspielraum zu schaffen. Die Angaben zur Steuerstrategie zeigen, dass die Verwaltung oder der Regierungsrat die notwendigen Steuersenkungen und Belastungsreduktionen vor allem bei den juristischen Personen vornehmen und sie mit Steuererhöhungen im Bereich Motorfahrzeugsteuern und mit der Anpassung der amtlichen Werte refinanzieren möchte. Allerdings sollte man auch bei den natürlichen Personen etwas machen. Das ist, wie bereits gestern gesagt, nicht der richtige Weg. Vielmehr müssen wir in diesem Kanton weitere Spar- und Effizienzmassnahmen anstreben.

Für uns ist der Text der Motion massgebend und nicht primär die Begründung. Der Motionär fordert ein Programm für die Effizienzsteigerung, also eine Art Optimierung, eine Überprüfung. Sicher handelt es sich dabei um eine Daueraufgabe, aber damit ist es nicht getan. Denn diese Aufgabe muss dann wirklich auch im Detail wahrgenommen werden. Sicher gibt es bereits gewisse Projekte, aber diese betreffen nicht alle Verwaltungsteile. Im Rahmen der ASP haben wir vor allem bei Aussenstehenden Sparmassnahmen getroffen. Jetzt aber ginge es in einer zweiten Phase darum, auch die Verwaltung kritisch anzuschauen, und dieses Projekt ist sicher hierfür geeignet. Das ist der Grund, warum wir dafür sind. Die Zielsetzung des Vorstosses, die Personalkosten innerhalb von fünf Jahren um 10 Prozent zu senken, ist wahrscheinlich ein bisschen viel. Aber die Zielsetzungen

müssen wir nicht bereits im Vorneherein in Stein meisseln, wenn es darum geht, die Kosten zu optimieren. Für uns ist, wie gesagt, massgebend, was der Motionär in seinem Antrag will. Die Begründung sähe für uns also etwas anders aus, so wie ich es jetzt dargelegt habe. In diesem Sinn bitte ich Sie, diese Motion zu unterstützen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Wenn die BDP bei dieser Motion ausschliesslich den Text liest, kommen auch bei ihr Sympathien für den Vorstoss auf. Arbeitsabläufe, Standards und Effizienz in der Verwaltung mit der Zielsetzung der kostenmässigen Optimierung zu überprüfen, klingt gut und im ersten Moment auch sehr plausibel. Man kann ja nicht wirklich etwas dagegen haben. Denn das sind doch genau die Ziele, die damals zur Einführung von NEF geführt haben. Optimierung der Prozesse, schlanke Strukturen, ständige Verbesserungen usw. sind ja die obersten Ziele sämtlicher Managementsysteme. Wer sich für ein QM-System entscheidet, verpflichtet sich gleichzeitig zu ständigen Verbesserungen. Ständige Verbesserung heisst Benchmark und Qualitätssicherung; so geregelt im Gesetz über die Organisation des Regierungsrates unter dem Kapitel Qualitätssicherung. Es handelt sich also um eine regierungsrechtliche Daueraufgabe, diese Abläufe zu optimieren, und der Regierungsrat hat sich dazu verpflichtet. Die kostenmässige Optimierung wurde zudem mit dem Aufgaben- und Finanzplan und mit der Zuteilung zu den Produktgruppen eingeführt.

Grundsätzlich könnte man also diesen Vorstoss annehmen und gleichzeitig abschreiben. Warum lehnt die BDP die Motion trotzdem ab? Die Begründung des Vorstosses durch die Motionäre gefällt uns nicht. Die Effizienzgewinne sollen, ich zitiere, «dem Kanton weiterhin ermöglichen, seine Aufgaben der sozialen Wohlfahrt gebührend wahrzunehmen und dürfen nicht nur privilegierten Bevölkerungskreisen zugutekommen». Sicher ist das nur die Begründung, aber diese haben wir eben auch gelesen. Für uns klingt das zu einseitig nach Quersubventionierung der sozialen Wohlfahrt und nach «auf keinen Fall keine Steuersenkung».

Und weiter soll der errechnete Effizienzgewinn über ein geplantes mehrjähriges Vorgehen sichergestellt werden. Der Regierungsrat rechnet uns klar vor, was das in Zahlen heissen soll: Bis ins Jahr 2021 würde diese Effizienzsteigerung minus 1600 Stellen bedeuten. 1600 Stellen also, das sind sehr viele Stellen, liebe Motionäre. In einem zweiten Punkt verlangen die Motionäre, mittels entsprechenden Projekten aufzuzeigen, wo und wie der Abbau stattfinden soll. Die BDP reichte eine Motion ein, bei der sie von der glp unterstützt worden ist. Diese Motion fordert eine Neueinteilung der Direktionen. Dabei erhoffen wir uns eine Optimierung. Im letzten Jahr hat der Grosse Rat die Anstellung der Pfarrpersonen durch die Kirchgemeinden beschlossen. Auch hier erhoffen wir uns eine Optimierung. Während der ASP-Debatte sind viele vor allem finanzielle Optimierungsschritte beschlossen worden. Hierzu ein kleines Beispiel: Das KAWA wurde neu in vier Abteilungen eingeteilt. Wir Grossräte aus dem Verwaltungskreis Frutigen-Niedersimmental konnten uns das kürzlich ansehen. Die zuständige Abteilungsleiterin der Waldabteilung Alpen hob in ihrem Referat ganz klar die «Optimierung von Abläufen und Prozessen» hervor. Diese Umstrukturierung läuft also ebenfalls. In der Vergangenheit gab es die Verwaltungsreform, die Justizreform und die Bezirksreform, also alles Geschäfte, bei denen die Abläufe optimiert worden sind. Wir gehen zudem davon aus, dass wir hier im Saal bei einer Streichung von 1600 Stellen wieder über die Zentralisierung sprechen müssten. Und wer will genau das nicht, liebe Kolleginnen und Kollegen? Wir werden irgendwann einmal wieder über die Klassengrössen sprechen müssen und wir werden wieder über die Anzahl der Polizisten sprechen. Wir sind bereit, Vorstösse zu überweisen, die den Verwaltungsaufwand optimieren. Aber dazu wollen wir konkrete Beispiele, wie zum Beispiel unser Vorstoss über die Neueinteilung der Direktionen es verlangt. Zudem wurden in der letzten Zeit ziemlich viele Postulate eingereicht. Ich erinnere an die Postulate Schnegg, Haas, Knutti. Sie alle verlangen eine Optimierung, oder zumindest die Streichung von Stellen. Die BDP ist mit einem Postulat einverstanden, aber eine Motion lehnen wir ab.

Noch zu Andrea de Meuron: Du hast mir als Unternehmerin aus dem Herzen gesprochen. Unternehmer sind auf motivierte Mitarbeiter angewiesen. Unsere Angestellten sind eben die Kantonsangestellten, und die Motivation dieser Leute wird sehr strapaziert, wenn wir in jeder Session immer wieder über das Streichen von Stellen diskutieren. Deshalb wollen wir nur ein Postulat.

Roberto Bernasconi, Malleray (PS). Cette motion a suscité une longue discussion au sein de notre groupe. En effet, le fait d'optimiser les coûts de l'administration est un souci de tous, mais il est aussi ressorti de la discussion que cette problématique a déjà depuis longtemps été soulevée et

que depuis plusieurs années des mesures ont été prises et que les cadres de l'administration sont très attentifs à ce sujet. Cela fait évidemment partie de leur mandat. Le groupe socialiste souhaiterait même que cela puisse non seulement se faire, mais également que cela puisse être prouvé que l'économie dans ce domaine a déjà été faite et qu'il sera difficile encore d'économiser. Mais la grande question est de savoir comment établir ces différents processus, comment définir l'efficacité et surtout encore comment mieux optimiser les coûts. Il en est ressorti qu'un mandat externe serait extrêmement compliqué à établir et c'est pour cette raison qu'une faible majorité rejette cette intervention sous forme de motion. Par contre, le groupe socialiste, mais cette fois à une courte majorité, serait prêt à accepter cette motion sous forme de postulat, afin de mandater le gouvernement, comme on le trouve dans sa réponse, de trouver des solutions pour l'avenir qui correspondent au plan financier établi. Comme déjà mentionné, notre groupe est très partagé sur la question et une partie de notre groupe va rejeter cette intervention, soit sous forme de motion, soit sous forme de postulat.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Ich kann es vorwegnehmen: Die SVP-Fraktion wird diese Motion einstimmig unterstützen. Die Kantonsverwaltung ist seit 2006 stark gewachsen. Die damit ebenfalls angestiegenen Personalkosten sind für die heute unbefriedigende Situation im Staatshaushalt mitentscheidend. Deshalb begrüßen wir die Forderung, Arbeitsabläufe, Standards und Effizienz in der Verwaltung mit dem Ziel der Kostenoptimierung einer umfassenden Überprüfung zu unterziehen. Wir erachten dies sogar als eine Daueraufgabe. Das Thema ist nicht neu. Es wurden bereits verschiedenste Vorstösse zu diesem Thema eingereicht, sogar bereits im Jahr 2010, als die FDP eine Motion zur Überprüfung von Prozessen eingereicht hat. Auch gab es die Vorstösse Blank und Knutti, die zumindest teilweise als Postulat angenommen worden sind. Im Rahmen der ASP 2014 hat die Regierung leider trotzdem kaum Vorschläge für Kostenreduktionen, bzw. für einen Abbau von Stellen in der Verwaltung gemacht. Entgegen der Meinung der Regierung halten wir diese Kostenreduktion auch ohne Leistungsabbau für möglich, wie es die vom Regierungsrat genannten Projekte ja auch zeigen. Ob sich durch die Optimierung von Arbeitsabläufen tatsächlich die gemäss Motion angepeilten Kosteneinsparungen bewerkstelligen lassen, ist für uns zwar ungewiss, doch unterstützen wir den Vorstossantrag vorbehaltlos.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Eine schlanke, schlagkräftige und fitte Verwaltung klingt in den Ohren der glp natürlich schön. Die Forderung nach einer kostenmässigen Überprüfung ist auch in unserem Interesse, das möchte ich vorausschicken. Mich hat es allerdings etwas verwirrt, als Grossrat Kipfer sagte, ihn interessiere nicht das Was, sondern das Wie. Da muss ich die Regierung ein bisschen in Schutz nehmen, denn nach der ASP hat sie mit dem Personalstopp bereits gewisse Signale ausgesendet. Auf der anderen Seite kamen Herausforderungen auf die Regierung zu, indem die Löhne marktfähig gehalten oder wieder marktfähig gemacht werden sollten. Dies erklärt zum Teil auch die Mehrausgaben, die sich in den vergangenen Jahren trotz ASP ergaben. Aber, und jetzt kommt das grosse Aber: Die glp möchte auch die Ausgaben senken, und zwar nicht kanalisiert für noch mehr Wohlfahrt, sondern sie möchte eine Steuersenkung für die natürlichen Personen. Wir waren bisher ratlos. Wir haben von der Regierung nie ein Signal erhalten, das uns gezeigt hätte, dass sie im Steuerbereich bereit ist, auch für die natürlichen Personen etwas zu machen. Wir sind heute also an diesem Punkt angelangt und möchten deshalb diese Motion unterstützen.

Ich muss aber jetzt noch etwas anfügen, das für uns ganz wichtig ist: Wir möchten keinen neuen Wasserkopf kreieren, um diese Abläufe zu überprüfen. Vielmehr möchten wir eine schlanke Organisation innerhalb der Regierung, mit der sie sich wirklich Gedanken darüber macht, welche Aufgaben der Kanton nun wirklich noch leisten muss. Es lässt sich dort ganz sicher ein Fitnessprogramm machen. Man sollte sich Gedanken darüber machen, welche Aufgaben der Kanton wirklich hat. In diesem Sinn hoffe ich, dass Grossrat Kipfer eine gewisse Offenheit signalisieren wird. Wir möchten wirklich eine schlanke Organisation und nicht einen aufgeblasenen Verwaltungsapparat, der sich selber prüfen muss. In diesem Sinn unterstützt die glp diese Motion.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Die EDU unterstützt diesen Antrag. Als Unternehmer weiss ich, dass man die Strukturen immer wieder überprüfen und schauen muss, wo man effizienter werden kann. Ein altes Sprichwort sagt: «Eine ma bcho, zwe hei bös und drei möge nümme bcho». Die Verwaltung wächst und wächst, und so kann es eigentlich nicht weitergehen. Deshalb sind wir für die Annahme der Motion.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Auch wir haben die Antwort des Regierungsrats gelesen, aber wir stehen trotz allem immer noch hinter der Motionsforderung. Wir haben hier im Saal schon oft über das Was gesprochen, doch das Wie wurde noch kaum diskutiert. Das Wie hat also noch Potenzial. Sicher kann man die Verwaltung nicht einfach so telquel mit der Privatwirtschaft über einen Leisten schlagen. Die Verwaltung erfüllt sehr viele hoheitliche Aufgaben, die Private nicht erledigen können oder wollen, weil man mit solchen Aufgaben keinen Profit erzielen kann. Deshalb ist es sehr gut, wenn diese Aufgaben der öffentlichen Hand mit der nötigen Sorgfalt übernommen werden. Hingegen darf die Verwaltung doch hie und da auf die Privatwirtschaft schielen und schauen, was man in gewissen Bereichen noch abkupfern könnte. Unser Vorstoss will die Arbeitsabläufe, die Standards und die Effizienz prüfen. Das ist in der Privatwirtschaft und vor allen auch in den Produktionsbetrieben eine ganz normale Daueraufgabe. Hans Kipfer hat zwei praktische Beispiele genannt, wo ein Fitnessprogramm nötig war, weil sich die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen geändert hatten. Ich persönlich stehe wegen meinem Beruf mit dem Druckgewerbe in Kontakt. Diese Branche steht enorm unter Preisdruck. Wir handelten gerade vor Weihnachten einen neuen Vertrag für eine Zeitschrift aus. Die Zeitschrift muss nach wie vor in gleicher Qualität herauskommen, doch die Preise sind gesunken. Die Löhne sind also gleich geblieben, die Qualität ist gleich geblieben, aber die Druckerei muss sich überlegen, wie sie die Arbeitsabläufe effizienter gestalten kann.

Wir möchten also, dass auch die Verwaltung ihre Arbeitsabläufe überprüft. Nach dieser Überprüfung kann der Regierungsrat uns aufzeigen, welche Möglichkeiten bestehen, was er unternommen hat, um die Sache zu prüfen und was er umzusetzen gedenkt. Es ist uns klar: Diese Überprüfung ist nicht so einfach, also kein Pappenstiel, vielmehr ist sie sehr komplex, und sie braucht Zeit. In der Privatwirtschaft überprüfen Spezialisten solche Arbeitsabläufe. Zusätzlich geht es darum, mit einem Benchmark mit den Kantonen Standards zu prüfen, um herauszufinden, wo wir uns eher auf einem Luxusniveau befinden, und wo wir im Vergleich zu anderen Kantonen vielleicht noch etwas zulegen könnten. Diese Fragen sind für uns offen. Wir bitten Sie also, unsere Motion anzunehmen und damit die Überprüfung der Arbeitsabläufe, der Standards und der Effizienz in der Berner Verwaltung möglich zu machen.

Le président. Wir kommen zu den Einzelvoten.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Was will dieser Vorstoss eigentlich? Er ist nicht ungefährlich. Es wird eine Senkung von 10 Prozent der Personalkosten innerhalb von fünf Jahren angestrebt, was einer durchschnittlichen jährlichen Senkung von 2 Prozent entspricht, wie der Motionär schreibt. Es geht also darum, eine klare Sparübung übers Bein zu brechen, denn: Im positiven Fall arbeiten sehr viele Verwaltungsbereiche bereits jetzt höchst effizient, im negativen Fall sind sie völlig überarbeitet oder überbelastet. Eine effiziente Verwaltung ja, aber eine Hauruckübung oder eine Rasenmähermethode würde niemandem dienen, sie wäre vielmehr kontraproduktiv. Herr Haas möchte weniger Leute in der Verwaltung, die aber besser bezahlt sind. Schon heute gehen viele Verwaltungsbereiche auf dem Zahnfleisch. Kranke Mitarbeiter bringen keine Effizienzsteigerung, sondern generieren Kosten. Eine Verwaltungsüberprüfung könnte aufzeigen, wo der Handlungsbedarf besteht, sogar neue Stellen zu schaffen, um überhaupt noch handlungsfähig wirken zu können. Das heisst, Massnahmen zu ergreifen, um überhaupt ein effizientes Arbeiten zu ermöglichen, Massnahmen, damit dafür genügend Ressourcen vorhanden sind. Wir belasten die Verwaltung schliesslich auch mit unseren vielen, vielen, vielen, vielen, Vorstössen.

Der Motionär schreibt weiter, die Kantonsmitarbeitenden hätten ihre Aufgaben künftig effizienter zu erfüllen. Was bedeutet das? Ist das ein Generalmisstrauen gegenüber unseren Kantonsangestellten? Wird damit unterstellt, dass sie alle ineffizient arbeiten? Ich misstrau dem Kantonspersonal nicht. Nebenbei bemerkt, ist es manchmal ein bisschen Ansichtssache, bei wem ein Fitnessprogramm nötiger wäre. Ich kann diesen Vorstoss weder in Motions-, noch in Postulatform unterstützen und hoffe, dass auch ein paar andere diese Auffassung teilen.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Ein paar Voten haben mich jetzt schon grad ein bisschen provoziert. Mich stört an diesem Vorstoss das Auspielen der Verwaltung gegen die Privatwirtschaft. Ich kann Ihnen sagen: Ich habe tagtäglich mit der Privatwirtschaft zu tun, und zwar nicht mit Nobodies, sondern mit grossen Playern. Und ich kann Ihnen sagen: Es gibt null Differenz,

was die Effizienz und die Arbeitsweise der beiden Institutionen angeht. Ich habe auch Erfahrung mit sogenannten Effizienzüberprüfungen, liebe Barbara. Selbstverständlich gibt es in der Privatwirtschaft Spezialisten, die gerne für teures Geld bei mir prüfen, wie effizient ich arbeite. Oft muss man dann aber feststellen: ausser Spesen nichts gewesen. Es wurde viel Geld dafür ausgegeben, diese Spezialisten beschäftigen meine Leute, die in der gleichen Zeit sinnvollerweise etwas Intelligenteres machen würden, und am Schluss erhalte ich Empfehlungen, die zur Hälfte an den Haaren herbeigezogen oder sogar falsch sind, weil die Spezialisten nicht begriffen haben, worum es geht. Hören Sie endlich auf mit diesen Unterstellungen, dass in der Verwaltung schlecht und ineffizient gearbeitet wird. Ich bin mit einer der ersten Sprecherinnen einverstanden: Es handelt sich dabei um eine Führungsaufgabe, eine Führungsaufgabe von Philippe Müller in seiner Unternehmung, eine Führungsaufgabe von mir beim Bundesamt für Energie, früher auch von Lars Guggisberg, als er auch noch beim Bund arbeitete. Ich weiss nicht, wie viel effizienter du heute arbeitest, wahrscheinlich warst du beim Bund ein fauler Sack und hast Daumen gedreht, weil das ja das ist, was wir tagtäglich machen, und dann gehen wir nach Hause und sacken den Lohn ein. Lehnen Sie diese Motion ab, es braucht sie nicht. Wir haben super gute und motivierte Leute. Lassen Sie sie arbeiten und quälen Sie sie nicht mit solch unnötigen, unnützen und am Schluss noch teuren Übungen.

Roland Näf, Muri (PS). Das Anliegen nach Effizienz ist hier im Rat sicher unbestritten. Ich möchte nur meine persönliche Skepsis ausdrücken: Jemand von der SVP hat vor ein paar Jahren mit uns zusammen eine Motion eingereicht. Es ging dabei um Evaluationen. Warum? Wenn Sie die Effizienz wirklich seriös untersuchen wollen, müssen Sie das mit externen Personen machen. Werden interne Personen dafür eingesetzt, gibt es zwar einen langen Bericht, aber es wird sich gar nichts ändern. Es gibt in der Forschung Untersuchungen, die der Frage nachgingen, ob Evaluationen effektiv Verbesserungen bringen oder nicht. Darum geht es hier ja. Folgendes wurde festgestellt: Man konnte in der Forschung noch nie nachweisen, dass irgendwelche Evaluationen Verbesserungen in Bezug auf die Effizienz zur Folge hatten. Mit einem solchen Vorstoss provozieren wir eine unglaublich teure Übung mit einer externen Firma, aber auf diese Art werden wir ganz bestimmt keine Effizienzverbesserung erreichen. Ich möchte mich Michael Aebersold anschliessen: Es geht darum, gute Kader zu haben, die hinschauen und so die Effizienz sicherstellen.

Beatrice Simon, directrice des finances. Es liegt hier ein Vorstoss auf dem Tisch, der in schöne blumige Worte und wolkige Formulierungen gekleidet worden ist. Ich muss zugeben: er klingt ziemlich verheissungsvoll und einfach. So ist in diesem Vorstoss zum Beispiel die Rede von empfängnisgerechtem Standard, von einem Verzicht auf nicht zwingend notwendige Qualitätsstandards, von weniger Controlling und Verwaltungsaufwand und von bürgernahen Leistungen. Ja, wer könnte etwas dagegen haben? Es wird gefordert, die Kantonsressourcen sinnvoll einzusetzen, alles ein bisschen schlanker zu machen und kostenmässig zu optimieren. Gleichzeitig wird dann aber auch gefordert, das kantonale Aufgabenportfeuille solle unverändert bestehen bleiben. Gegen so schöne Formulierungen kann wahrscheinlich niemand etwas haben. Es ist nur schade, dass der Motionär in seinem Vorstoss nicht ein bisschen konkreter sagt, was er eigentlich genau möchte, also wo er zum Beispiel nicht zwingend notwendige Qualitätsstandards erkennt, oder was genau er unter empfängnisgerechtem Standard versteht. Machen wir uns nichts vor: letztlich geht es in diesem Vorstoss um nichts mehr und nichts weniger als ums Sparen. In der Begründung zum Vorstoss erläutert der Motionär ja dann auch den eigentlichen Zweck seiner Motion: Gefordert wird innerhalb von fünf Jahren eine Senkung der Personalkosten um 10 Prozent. Es soll gespart werden, damit – ich zitiere aus der Motion –, «der Kanton seine Aufgaben der sozialen Wohlfahrt gebührend wahrnehmen kann.» Also mit Verlaub, liebe Anwesende, das erscheint mir doch ein wesentlicher Widerspruch zu den blumigen Worten von vorher, denn ich persönlich habe noch nie erlebt, dass man es irgendwann einmal geschafft hat, ein Entlastungspaket bei ziemlich gleichen oder ähnlichen Wohlfahrtskosten umzusetzen. Dieser Vorstoss könnte sich zu einem sozialpolitischen Bumerang entwickeln, weil eine Mehrheit in diesem Saal bei einem grösseren finanziellen Spielraum wahrscheinlich kaum an mehr Sozialleistungen, sondern eher an Steuersenkungen denkt.

In der Antwort des Regierungsrates konnten Sie lesen, was die Umsetzung der Motion im Detail bedeuten würde. Wir haben nicht den Teufel an die Wand gemalt. Wir haben einfach festgehalten, was die Umsetzung bedeutet. Man kann das gut finden oder nicht. Die Regierung findet es auf

jeden Fall nicht gut. Es ist schlicht nicht möglich, beim Kantonspersonal einen Abbau im Umfang von rund 1600 Stellen vorzunehmen, ohne auch Aufgaben abzubauen. Ich bitte Sie hier im Saal, wirklich realistisch zu bleiben, denn ein Abbau von 1600 Stellen geht nicht einfach mit ein bisschen Kosmetik, à la: hier ein bisschen weniger Qualität, da ein bisschen empfängnisgerechter und dort ein bisschen effizienter. Nein, wenn wir 1600 Stellen abbauen müssen, wird sich das auf die staatlichen Aufgaben auswirken und dann pauken wir in diesem Kanton ein weiteres Sparpaket durch. Und zwar ein Sparpaket, das in Bezug auf den angestrebten Stellenabbau dasjenige vom Angebots- und Strukturüberprüfungsprogramm notabene um das Doppelte, wenn nicht sogar um das Dreifache übersteigt.

Denken Sie daran: Ein solcher Stellenabbau wird nicht einfach mit natürlichen Fluktuationen zu realisieren sein. Vielmehr müsste man Sonderrenten und Abgangsentschädigungen entrichten, was subito einen Teil der Einsparungen auffressen würde. So sähe die Realität dieses Vorstosses aus, wenn man ihn so umsetzen würde. Ich fände es viel ehrlicher, wenn man das in diesem Vorstoss oder in dieser Forderung in aller Deutlichkeit festhalten und nicht so nebulöse und wolkige Formulierungen wählen würde. Liebe Frauen und Männer hier in diesem Saal, vielleicht werden wir rascher ein Entlastungspaket schnüren müssen, als es uns allen lieb ist. Ich habe das bereits gestern gesagt und ich habe es in der Vergangenheit immer wieder betont: Unsere finanzielle Situation ist angesichts der Herausforderungen, die auf uns warten, sehr anspruchsvoll. Wir sind bereits wieder daran, das Budget des nächsten Jahres und den Aufgaben- und Finanzplan 2018–2020 vorzubereiten. Und es ist eine Realität, es ist in jedem Jahr das Gleiche und wird auch künftig so sein: Die Direktionen melden jeweils einen Mehrbedarf an. Dieser Mehrbedarf muss noch intensiv diskutiert werden, es ist noch nichts beschlossen, aber es gibt einen Mehrbedarf. Auch ist es eine Realität, dass wir unsere Steuerertragsprognose korrigieren mussten, weil sich die Wirtschaft eben nicht so entwickelt hat, wie wir das alle gerne hätten. In dieser Situation bringt uns das Aufstarten eines derart unrealistischen Projekts, wie es vom Motionär gefordert wird, keinen Schritt weiter. Das muss man einfach sehen. Und nebenbei bemerkt: Die Verwaltung ist ja nicht untätig. Zurzeit laufen aktuell, auch ohne diese Motionsforderung, zahlreiche komplexe und effizienzsteigernde Projekte. In diesem Zusammenhang möchte ich IT@BE und das ERP-Projekt erwähnen. In diesen bereits laufenden Projekten sind drei ganz wichtige Ressourcenbereiche unseres Kantons massgeblich betroffen, nämlich die IT, das Personal und die Finanzen. In allen drei Bereichen sollen Optimierungen und Effizienzsteigerungen erzielt werden. Das ist sinnvoll und es soll gemacht werden. Aber wenn wir jetzt noch ein Projekt darüber stülpen, werden unsere Leute überfordert und ich bitte Sie mit Inbrunst, diese Motion abzulehnen. Es handelt sich dabei um ein falsches Signal und wir können die Motion so nicht umsetzen. Denken Sie an unser Personal.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Eigentlich sind wir uns in relativ vielen Punkten einig. Ich kann es vorwegnehmen: Ich wandle die Motion nicht in ein Postulat, weil wir nicht prüfen müssen, ob wir die Effizienz prüfen wollen. Viele haben in ihren Voten gesagt, es handle sich um einen Dauerauftrag, aber ich bin einfach überzeugt, es braucht noch eine Initialzündung, damit man wirklich die Frage in den Fokus nimmt, wie die Abläufe und Standards aussehen. Es wurde von der Rednerin der Grünen, wenn ich mich richtig erinnere, richtig gesagt: Am besten kann das sicher die Basis, können es also die Mitarbeiter beurteilen, und genau dort holen wir die Motivation ab. Es liegt aber nicht nur an den Mitarbeitern, sondern eben sehr stark auch an den Strukturen der Verwaltung, und deshalb braucht es eine Sicht, die über alles geht. Aber sicher braucht es hier keinen Moloch, vielmehr geht es hier um die Sichtweise, den Fokus. Wenn wir schon eine schlanke Verwaltung fordern, braucht es auch ein schlankes Projekt, das wir aus dem Kanton heraus gestalten, und zwar sorgfältig, mit den bestehenden Ressourcen.

Noch zu den angesprochenen Sparmassnahmen: Wir forderten nie einen Ausbau des Sozialstaates, weder in der Begründung noch in der Motion selber. Vielmehr fordern wir das Aufrechterhalten des bestehenden Systems. Und wir brauchen künftig Handlungsspielraum, denn wir wollen nicht, dass man in Zukunft auf dem Buckel der Schwächsten im Sozialbereich Sparmassnahmen trifft. Hier ist jetzt die Verwaltung gefordert, den Sparbeitrag zu leisten, damit wir entsprechend weiterfahren können. Das ist meine Aussage, die ich auch in der Begründung so meinte. Wir sprechen also nicht von einem Ausbau des Sozialstaates. Es geht darum, den Fokus auf das Wie auszurichten und den Auftrag entsprechend zu erteilen. So erreichen wir einen gewissen Effizienzgewinn und in dem Sinn eine Optimierung finanzieller Art. Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

Le président. Wir stimmen über die Motion ab. Wer sie annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 83

Non 55

Abstentions 8

Le président. Sie haben die Motion angenommen. Noch kurz eine Information zu morgen: Zuerst stehen die Wahlen an, dann gehen wir zu den fest traktandierten Geschäften über. Der Kommissionspräsident Blaise Kropf hat die Mitglieder der Kommission im Detail über das Vorgehen informiert, insbesondere beim Baugesetz. Auf diese Weise werden heute Nachmittag die Informationen in die Fraktionen fliessen. Zusätzlich werden Sie auf einem separaten Blatt für die Baugesetzrevision eine Übersicht erhalten, wie wir die Debatte gliedern werden. So werde ich das Vorgehen morgen beim Geschäft 44 vorschlagen. Jetzt noch zum Grossratsbeschluss betreffend Initiative zum Schutz des Kulturlandes. Dieses Geschäft wird zuerst beraten. Wir starten bei diesem Geschäft mit einer Grundsatzdebatte, anschliessend folgt eine Detailberatung. Ich schlage Ihnen vor, die Artikel 8a und 8b als Einheit zu beraten, wobei wir selbstverständlich auf jeden einzeln eingehen werden. Dies sind die wichtigsten Hinweise um sich auf morgen vorzubereiten.